

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 18/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **INCINERIS**

ZA Les Trussots  
chemin rural n°33  
85570 L'hermenault

Références : **24-2619 CD**  
Code AIOT : 0058501660

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement INCINERIS, implanté à ZA Les Trussots, chemin rural n°33, 85570 L'Hermenault. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INCINERIS
- ZA Les Trussots chemin rural n°33 85570 L'Hermenault
- Code AIOT : 0058501660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement INCINERIS est autorisé par arrêté préfectoral n°99-DRCLE/1-303 du 7 juin 1999 modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°18-DRCTAJ/1-32 du 22 janvier 2018 à exploiter un incinérateur de cadavres d'animaux de compagnie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 8	Demande d'action corrective	2 mois
5	Conditions de réception et de stockage des	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	cadavres			
6	Déchets et cendres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 13	Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention de la pollution d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article Article 36	Demande d'action corrective	2 mois
8	Traitement des différents effluents	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 35 (b)	Demande d'action corrective	2 mois
9	Prévention de la pollution d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 35 (c)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Conditions de réception et de stockage des cadavres	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 18 (c)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 18 (b)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 4	Conforme
2	Propreté	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 5	Conforme
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 6	Conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des travaux ont été effectués au sein de l'établissement, notamment le changement du four collectif, la construction d'une nouvelle chambre froide négative, la création d'un local DASRI et d'un local de traitement UV, la reprise complète du réseau d'assainissement...

Le jour de l'inspection, des travaux sont toujours en cours notamment dans la partie administrative (bureaux), la partie production est totalement opérationnelle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux dans lesquels se déroulent les opérations de réception, de stockage et d'incinération des cadavres d'animaux, ainsi que les locaux destinés au lavage et au stationnement des véhicules de transport des cadavres, au prétraitement et, le cas échéant, au traitement des effluents sont implantés à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement. Ils sont implantés à une distance minimale de 100m des lieux publics de baignade, des plages, des stades ou des terrains de camping agréés, des habitations occupées par des tiers, des crèches, des écoles, des maisons de retraite et des établissements de santé, des puits et des forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, des rivages et des berges des cours d'eau. Pour les installations existantes, la distance minimale d'implantation de ces locaux par rapport aux puits et aux forages extérieurs au site, aux sources, aux aqueducs en écoulement libre, à toute installation souterraine ou semi enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, aux rivages et aux berges des cours d'eau est de 35m.
<b>Constats :</b> Le site d'exploitation respecte les règles d'implantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté et lutte contre les insectes et nuisibles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Le site est maintenu en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> L'installation est parfaitement accessible aux services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.</p> <p>L'installation comprend des extincteurs répartis dans les lieux présentant des risques spécifiques, et à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>L'installation est dotée d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des poteaux, bouches d'incendie ou prises d'eau normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. Le ou les points d'eau incendie se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Plusieurs extincteurs sont présents sur le site et vérifiés annuellement.</p> <p>Une poche à eau à moins de 200 mètres du bâtiment est également présente. Toutefois, celle-ci peut être difficile d'accès pour les services d'incendie dû au stationnement de véhicules aux abords.</p> <p>Un bassin d'orage est présent sur le site mais le point de rejet au fossé était introuvable le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Veiller à libérer l'accès à la poche à eau.</p> <p>Mettre à jour la procédure "incendie" (fonctionnement du bassin d'orage).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>

#### N° 5 : Conditions de réception et de stockage des cadavres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions liées à l'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cadavres ou lots de cadavres d'un poids atteignant au maximum 100 kg sont livrés dans des emballages étanches, sauf lorsqu'ils sont apportés directement et individuellement par un particulier.</p> <p>Les cadavres de plus de 100 kg ne peuvent être introduits sur le site que dans des conteneurs ou véhicules couverts, étanches aux liquides et fermés le temps du transport.</p> <p>Chaque emballage ou éventuellement chaque cadavre porte une identification permettant de faire le lien avec les informations fournies par le détenteur ou le propriétaire du cadavre.</p> <p>Hormis les parties de cadavres issues d'actes vétérinaires, les cadavres sont réceptionnés entiers et aucune découpe n'est réalisée entre la réception et l'incinération.</p> <p>Pour chaque cadavre ou pour chaque lot livré, l'exploitant enregistre et conserve pendant deux ans les informations suivantes, qu'il peut enregistrer sur le document commercial ou le certificat sanitaire prévus par les règlements susvisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception ;</li> <li>- la date d'incinération ;</li> <li>- le poids du cadavre ou du lot.</li> </ul> <p>II. - Si les cadavres ne peuvent pas être incinérés dès leur arrivée, ils sont immédiatement stockés</p>



en chambre froide. Excepté en cas de soins mortuaires, les cadavres sont sortis de la chambre froide au maximum une heure avant leur incinération.

Les chambres froides à température positive maintiennent en permanence une température inférieure à 5 °C. La durée de conservation des cadavres dans ces conditions ne peut excéder 48 heures. Les chambres froides à température négative maintiennent en permanence une température inférieure à - 14 °C. La durée de conservation des cadavres dans ces conditions ne peut excéder un mois, sauf en cas de procédure d'expertise pour une assurance.

La température de chaque chambre froide est enregistrée en continu. Les données enregistrées sont facilement consultables et archivées pendant une période minimale d'un an. Un dispositif d'alarme est mis en place permettant de constater tout dysfonctionnement du système frigorifique et toute anomalie de température. Le dispositif d'alarme est mis en place de manière à ce qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir en moins de 8 heures sur les lieux en toute circonstance.

Les dysfonctionnements, anomalies et descriptifs des suites données sont consignés sur le registre mentionné à l'article 3. En cas de dysfonctionnement et si la température négative n'a pas pu être respectée, les cadavres concernés sont incinérés sans délai.

**Constats :**

Une nouvelle chambre froide négative a été construite, elle maintient en permanence une température inférieure à -14°C.

Elle est équipée d'une fermeture automatique.

Un relevé des températures sur 24 heures est mis en place.

Certains animaux sont décongelés superficiellement afin de les présenter à leurs propriétaires avant incinération.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Décrire la procédure de décongélation superficielle.

Fournir les relevés de températures de la chambre froide négative pour la semaine du 11 au 15 novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais :** **2 mois**

**N° 6 : Déchets et cendres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions liées à l'exploitation

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour permettre l'élimination des déchets issus de ses activités et notamment des cendres et des résidus de traitement des fumées.

II. - Le stockage des cendres non rendues aux propriétaires des animaux incinérés s'effectue sur une aire ou dans un réceptacle étanche avant d'être éliminées. Elles sont protégées de la pluie et des envols.

Les cendres sont valorisées conformément au règlement 1069/2009 susvisé ; en cas d'épandage, les prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.

**Constats :**

Les cendres du four collectif sont stockées à l'extérieur du bâtiment dans des bennes à l'air libre sous un auvent (pour leur refroidissement), puis elles sont chargées dans des big bag étanches et fermés. Ces cendres sont ensuite éliminées en centre d'enfouissement technique en Mayenne (53).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Améliorer le stockage extérieur des cendres avant la mise en big bag afin d'éviter les envols.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande d'action corrective**

**Proposition de délais :** **2 mois**

## N° 7 : Prévention de la pollution d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article Article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvements et consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>L'eau consommée dans l'établissement INCINERIS est issue uniquement du réseau communal d'eau potable et l'ouvrage doit être équipé d'un dispositif de dis-connexion.</p> <p>Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.</p> <p>Dans l'éventualité de la réalisation de forage en nappe, toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.</p> <p>La réalisation d'un forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des eaux souterraines.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consommation d'eau de l'établissement est issue du réseau public.</p> <p>La société Kali'Eau effectue un contrôle une fois par trimestre pour vérifier le débit d'eau sur 24 heures.</p> <p>Le jour de l'inspection, nous n'avons pas pu voir si un compteur d'eau était installé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Vérifier la présence d'un compteur d'eau, à défaut, le mettre en place.</p> <p>Si le compteur est déjà installé, fournir le relevé de la consommation sur les 12 derniers mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>

## N° 8 : Traitement des différents effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 35 (b)

Thème(s) : Risques accidentels, Les eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées sont collectées puis rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du secteur (fossé).

Les eaux de voiries et de parking transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales.

Ces eaux ne peuvent être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du secteur (fossé) que si elles respectent les valeurs suivantes :

Paramètres	Rejets de l'installation
PH	Compris entre 5.5 et 8.5
MES	<100mg/l
DCO	<125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

La qualité des eaux pluviales feront l'objet d'une auto-surveillance à une fréquence minimale d'une analyse annuelle.

**Constats :**

Deux séparateurs d'hydrocarbures sont présents sur le site avant rejet.  
Le plan du réseau des eaux pluviales n'est pas à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre le dernier résultat d'analyse des eaux pluviales (qui doit être fait une fois par an).  
Mettre à jour le plan du réseau des eaux pluviales (en indiquant le ou les points de rejet au milieu).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande d'action corrective**

**Proposition de délais :** **2 mois**

**N° 9 : Prévention de la pollution d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 35 (c)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Les eaux résiduaires industrielles

**Prescription contrôlée :**

Les eaux industrielles souillées transitent par une unité de microfiltration (5µm) puis une filtration à charbon actif et une désinfection par traitement UV avant de gagner la fosse septique.

Aucun rejet des effluents traités est réalisé dans le milieu aquatique. En sortie de la fosse septique les effluents sont rejetés par principe de percolation dans le sol.

La fosse septique est vidée, nettoyée et contrôlée annuellement.

Sans préjudice des dispositions de cette autorisation, les effluents industriels traités rejetés dans le milieu répondent aux caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 5.5 et 8.5
- température inférieure ou égale à 30 °C.

Paramètres	Concentration (mg/l)	Flux (kg/jour)	Périodicité de surveillance
Débit	<1 m³/jour	Trimestriel	
MES	<100	<0,1	
DCO	<300	<0,3	
DBO5	<100	<0,1	
Azote total (NGL)	<30	<0,03	
Phosphore (Pt)	<10	<0,01	

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les mesures d'autosurveillance sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit. L'échantillon est prélevé et conservé en frais dans une enceinte réfrigérée.

**Constats :**

Une nouvelle fosse septique a été installée mais le descriptif de celle-ci n'a pas été fourni.  
Aucune analyse en sortie n'a été effectuée pour l'instant (installation récente).



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir le descriptif de la nouvelle fosse septique avec un plan du réseau des eaux usées traitées (indiquer la présence d'éventuelles pompes de relevage et le point de rejet au milieu) et fournir le premier résultat d'analyses des eaux usées traitées en sortie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais :** **2 mois**

**N° 10 : Prévention de la pollution de l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité en charge polluante

**Prescription contrôlée :**

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées dans le tableau ci après ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

Émissions	Valeurs limites sur un cycle complet d'incinération
Poussières	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Monoxyde de carbone CO	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Carbone organique total COT	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes d'azote NO <sub>2</sub>	500 mg/Nm <sup>3</sup>
Chlorure d'hydrogène HCL	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxyde de soufre SO <sub>2</sub>	300 mg/Nm <sup>3</sup>
Métaux lourds **	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxines et furanes	0.1 ng/Nm <sup>3</sup>

\*\* Antimoine (Sb), arsenic (As), plomb (Pb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V).

les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant d'une demi heure.

Dans le cas des prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les échantillons sont constitués de prélèvements réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures. Pour les installations de faible capacité, cette période peut être réduite à 90 minutes, sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées.

Ces valeurs d'émissions fixées sont déterminées en masse par volume des gaz résiduels et exprimées en milligramme par norme mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) et sont rapportées à une teneur en oxygène dans les gaz résiduels de 11 %, après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ou à une teneur en dioxyde de carbone dans les gaz résiduels de 9 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la

vapeur d'eau (gaz sec) et mesuré.

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés. Pour les métaux, les valeurs limites s'appliquent à la masse totale de chaque métal émis, y compris la part sous forme de gaz ou de vapeur contenue dans les effluents gazeux.

**Constats :**

Les résultats des rejets atmosphériques n'ont pas été présentés lors de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir les résultats de la dernière analyse des rejets atmosphérique pour chacune des deux cheminées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais :** **2 mois**

**N° 11 : Conditions de réception et de stockage des cadavres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 23

**Thème(s) :** Autre, Livraison des cadavres et vérifications

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des prescriptions d'ordre sanitaire, les cadavres ou lots de cadavres d'un poids atteignant au maximum 100 kg sont livrés dans des emballages neufs hermétiquement clos. Les cadavres de plus de 100 kg sont livrés dans des conteneurs ou véhicules couverts, étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

Hormis les suites d'actes vétérinaires, les cadavres sont réceptionnés entiers, sans découpe préalable.

L'agent de collecte comptabilise, grâce à un lecteur portatif de code à Barres, la quantité d'animaux collectée et doit éditer un bon de prise en charge dont un exemplaire est remis au vétérinaire.

Tout cadavre ou lot de cadavres ne peut être réceptionné que s'il est accompagné des informations suivantes (convention d'incinération) :

- l'espèce et éventuellement la race ;
- la cause déclarée de la mort ;
- sa provenance (adresse du propriétaire et/ou du détenteur) ;
- son numéro d'identification (s'il existe).

Pour chaque cadavre ou pour chaque lot livré, l'exploitant enregistre les informations suivantes :

- la date de réception ;
- la date d'incinération ;
- le poids du cadavre ou du lot.

L'exploitant enregistre à chaque incinération le poids des cadavres ou des lots incinérés.

L'exploitant conserve l'ensemble des informations précédemment décrites au minimum deux ans et les tient à disposition de l'inspection de l'environnement.

L'exploitant s'assure qu'il procède à l'incinération uniquement de cadavres d'animaux de compagnie tels que définis à l'article 17 du présent arrêté.

Chaque sac ou éventuellement chaque cadavre porte une identification permettant de faire le lien avec les informations fournies par le détenteur ou le propriétaire du cadavre.

La décongélation des cadavres avant incinération est interdite, hormis nécessité de soins de présentation mortuaire à la demande écrite des propriétaires des cadavres d'animaux. Cette opération est réalisée dans un espace réservé à cet usage et adapté à la maîtrise des risques de pollution sanitaire et environnementale.

**Constats :**

Le registre des entrées et sorties n'a pas été présenté aux inspectrices.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir la copie du registre entrée-sortie pour la semaine du 18 au 22 novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 2 mois**

**N° 12 : Conditions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 18 (c)

**Thème(s) :** Autre, Qualité des résidus

**Prescription contrôlée :**

La teneur maximale en imbrûlés des cendres doit être inférieure à 5 % sur produit sec.  
La surveillance du respect de cette teneur en imbrûlés est réalisée au minimum une fois par an.

**Constats :**

Les restes de combustion contiennent des cendres mais également des morceaux d'os.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir la dernière analyse des cendres indiquant le taux d'imbrûlé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais :** **2 mois**

**N° 13 : Conditions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 18 (b)

**Thème(s) :** Autre, Conditions de combustion

**Prescription contrôlée :**

Chaque appareil d'incinération est pourvu d'une chambre de combustion principale et d'une chambre de postcombustion, chacune est équipée de brûleurs et d'installations de soufflage d'air. Les gaz résultant du processus d'incinération sont portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, en présence d'au moins 6 % d'oxygène à une température de 850° C pendant deux secondes.

La puissance des fours (correspondant à la somme des puissances des brûleurs de combustion principale et de post-combustion) est :

- 950 kW pour le four comprenant 3 cellules distinctes pour les crémations individuelles (capacité 200 kg/heure) ;

- 1280 kW pour le four réservé aux crémations collectives (capacité 400 kg/heure).

La température et le taux d'oxygène sont mesurés en continu (mesurés à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de post-combustion). Les appareils de surveillance automatisés font l'objet d'un contrôle et d'un test de surveillance annuel.

L'étalonnage des appareils est réalisé a minima tous les 3 ans.

**Constats :**

Les résultats des contrôles ou étalonnage n'ont pas été présentés le jour de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir soit les résultats des derniers contrôles des sondes de températures des 3 petits fours et de la cheminée correspondante, soit les factures de remplacement de ces sondes (si ces dernières sont remplacées à une fréquence moins que annuelle, alors le contrôle annuel n'est pas nécessaire).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** **Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais :** **2 mois**